

COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 91 — 1197

**13 NOVEMBRE 1990. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française
Ministère de l'Éducation, de la Recherche et de la Formation
relatif à l'organisation de centres de formation d'aides familiales**

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 telle que modifiée par la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1988, notamment l'article 4, 16°;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 8 novembre 1990;

Vu l'accord du Ministre du budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973 et notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois du 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est nécessaire d'organiser les centres de formation d'aides familiales avant le 1er novembre 1990 afin qu'ils puissent ouvrir leurs cycles de formation pour l'année 1990-1991;

Sur proposition du Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport, du Tourisme et des Relations internationales;

Vu la délibération de l'Exécutif,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- le Ministre : le Ministre qui a la Formation des aides familiales dans ses attributions;
- les centres de formation : les centres de formation d'aide familiale.

Art. 2. Le présent arrêté s'applique aux centres de formation qui relèvent exclusivement de la Communauté française.

Art. 3. Le Ministre peut, aux conditions déterminées par le présent arrêté, agréer des centres de formation.

Il peut, dans les limites des crédits inscrits au budget et conformément aux dispositions déterminées par le présent arrêté, accorder des subventions aux centres de formation agréés.

CHAPITRE II. — De l'agrément des centres de formation

Art. 4. Pour être agréés, les centres de formation doivent remplir les conditions suivantes :

1° être constitués en association sans but lucratif distincte des services. Toutefois, cette condition n'est pas applicable aux centres de formation créés par les provinces, les communes et les centres publics d'aide sociale;

2° organiser des cycles de formation conformément aux dispositions du présent arrêté;

3° disposer d'un personnel qualifié tant par ses diplômes que par son expérience.

Le Ministre détermine les diplômes exigés pour l'enseignement des matières imposées.

Le personnel chargé des cours de formation ménagère, de même que le personnel de surveillance des stages, doit être soumis à un examen médical, dont les conclusions, si elles sont favorables, ne sont valables que pour la durée du cycle de formation;

4° disposer des locaux et de l'équipement matériel nécessaires pour que la formation puisse se dérouler dans des conditions favorables;

5° se soumettre au contrôle organisé par le Ministre.

Ce contrôle porte sur l'accomplissement des conditions prévues ci-dessus et sur la valeur pédagogique et l'organisation matérielle des cycles de formation.

Art. 5. Le Ministre accorde l'agrément au centre de formation sur rapport des services d'inspection et fixe la date à laquelle cet agrément prend cours.

Le Ministre peut, par décision motivée, retirer l'agrément au centre de formation qui ne remplit plus les conditions fixées par le présent arrêté.

Le centre de formation dispose d'un délai de soixante jours à partir de la notification du retrait d'agrément par le Ministre pour adresser un mémoire justifiant l'accomplissement des conditions requises pour l'octroi ou le maintien de l'agrément.

Le centre de formation auquel l'agrément est refusé ou retiré ne peut introduire une nouvelle demande d'agrément qu'au plus tôt six mois après la notification du refus ou du retrait d'agrément par le Ministre.

CHAPITRE III. — Des cycles de formation

Art. 6. Pour la fixation du nombre de cycles de formation, le Ministre tient compte des possibilités de recrutement d'aides familiales par les services agréés d'aide aux familles et aux personnes âgées relevant de la Communauté française.

Le nombre de cycles de formation ne peut excéder dix par année budgétaire.

Le centre de formation doit attester que les cours du cycle de formation seront dispensés à un minimum de 15 élèves, ce nombre ne pouvant être supérieur à 30.

Art. 7. Le cycle de formation est accessible aux personnes qui :

1. ont satisfait à l'obligation scolaire;
2. fournissent un certificat médical attestant qu'elles jouissent d'une bonne santé et possèdent les aptitudes requises pour exercer la profession d'aide familiale;
3. fournissent un certificat de bonne vie et mœurs qui n'est pas antérieur à trois mois;
4. fournissent un extrait d'acte de naissance.

Art. 8. Le cycle de formation doit comprendre :

A. Un enseignement théorique pendant une durée de 500 heures des matières suivantes :

- a) déontologie;
- b) institutions sociales et législation sociale;
- c) hygiène et premiers soins;
- d) psychologie et pédagogie appliquées;
- e) formation ménagère;
- g) diététique.

Pour les cours pratiques de soins et de formation ménagère, les élèves d'un même cycle de formation peuvent être répartis en plusieurs groupes, chaque groupe devant compter au moins 10 élèves.

Le Ministre détermine le programme des matières énumérées au présent article et le nombre d'heures qui doivent être consacrées à l'enseignement de ces matières.

B. Un pré-stage d'une durée de 40 heures ayant pour objet une première confrontation avec la réalité professionnelle.

Ce pré-stage est organisé après les 150 premières heures de cours théoriques.

C. Un stage de formation en institution d'une durée de 120 heures.

Il se répartit entre :

- 1° une institution pour enfants : un centre pour nourrissons, un home ou une garderie d'enfants;
- 2° un établissement de soins ou de services aux personnes âgées ou handicapées;
- 3° un centre de coordination de soins et de services à domicile.

Au début du cycle de formation, le centre de formation et le service d'aide aux familles concernés soumettent à l'accord du service d'inspection le programme de ce stage.

D. Un stage pratique comportant 450 heures de prestations dans différentes catégories de familles, auprès de personnes âgées et auprès de personnes malades et handicapées, 40 heures de réunions d'accompagnement et 10 heures de supervisions collectives.

Le stage de 450 heures doit être effectué dans un service d'aide aux familles et aux personnes âgées, agréé et subsidié conformément aux dispositions de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 décembre 1988 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services.

Art. 9. Le cycle de formation doit comprendre deux périodes de cours séparées par une période de stage pratique : la première période, qui comprend également le pré-stage tel que prévu à l'article 8, B, du présent arrêté, doit avoir une durée de 250 heures, la seconde doit comporter au moins 50 heures.

A la fin de la première période de cours, il est procédé à une interrogation portant sur les matières enseignées pendant cette période.

Un jury composé du corps professoral, du responsable délégué par le centre de formation et d'un délégué du Ministre, décide, après délibération de l'admission du candidat aux stages.

Le Ministre désigne la personne qui assumera la présidence du jury. Le centre de formation fait parvenir au Ministre des propositions sur liste double, des candidats à cette fonction.

Art. 10. A l'expiration du cycle complet de formation comprenant les deux périodes de cours et les stages imposés, les élèves subissent une épreuve de capacité portant sur l'ensemble de l'enseignement théorique et pratique n'ayant pas fait l'objet de la première interrogation prévue à l'article 9 du présent arrêté.

L'épreuve de capacité peut être répartie sur une période de cinq jours ouvrables maximum.

Un jury composé conformément au jury visé à l'article 9 du présent arrêté, décide après délibération, de la réussite ou de l'échec du candidat.

Art. 11. Le centre de formation agréé demande par lettre recommandée au Ministre, l'autorisation de commencer un nouveau cycle de formation au moins quatre mois à l'avance, en précisant la date et les lieux souhaités pour le début des cours et les raisons qui motivent cette nouvelle session.

Le Ministre statue sur base du rapport des services d'inspection, dans les trois mois qui suivent la réception du dossier complet.

Passé ce délai et à défaut de décision, le centre de formation agréé est autorisé à commencer un nouveau cycle à la date proposée.

En cas de refus, le Ministre notifie sa décision qui pourra être revue, à la demande du centre de formation après un délai de six mois à dater de la notification du refus.

Le centre de formation autorisés à commencer une nouvelle session de formation porte à la connaissance du Ministre, par écrit, au moins quinze jours à l'avance l'horaire des cours et la liste des enseignants et des élèves et au moins un mois à l'avance la date et le lieu de l'épreuve de capacité ainsi que la composition du jury et ses propositions, sur liste double, des candidats à la fonction de Président dudit jury.

Il fournit dans les délais fixés les renseignements complémentaires demandés.

La formation complète comprenant l'enseignement des matières prévues et l'ensemble des stages imposés de formation et de pratique doit être terminée endéans les quinze mois à dater du jour de début du cycle de formation.

Le centre de formation ne peut exiger des candidats inscrits dans un cycle de formation un minerval pour la formation qui est subsidiée par le présent arrêté.

CHAPITRE IV. — De la délivrance de l'attestation de capacité d'aide familiale

Art. 12. Le Ministre délivre l'attestation de capacité aux personnes qui produisent :

1° le certificat d'un centre agréé établissant que l'intéressé a suivi avec fruit un cycle de formation visé à l'article 8 du présent arrêté;

2° un carnet de stage dont le modèle est fixé par le Ministre, après consultation, s'il échet, du Ministre ayant les services d'aide aux familles et aux personnes âgées dans ses attributions.

Dans ce carnet sont consignées jour par jour :

- les activités de stage en institution, sous la responsabilité du dirigeant de l'institution;
- les activités de stage auprès des familles et des personnes âgées, malades ou handicapées sous la responsabilité du dirigeant du service agréé d'aide aux familles et aux personnes âgées et en accord avec les personnes qui supervisent ces stages;
- les réunions d'accompagnement et les supervisions collectives.

Le carnet de stage est visé par les responsables du centre de formation qui auront préalablement procédé à une évaluation et une supervision permanentes.

Art. 13. Le Ministre tient à jour un répertoire où sont inscrits les noms des personnes qui ont obtenu l'attestation de capacité.

CHAPITRE V. — Du certificat d'immatriculation

Art. 14. Le Ministre délivre le certificat d'immatriculation :

- aux personnes qui détiennent l'attestation de capacité conformément à l'article 12 du présent arrêté;
- aux personnes visées à l'article 5 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988 réglant l'agrément des services d'aider aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ses services et répondant aux conditions prévues à l'article 7 du présent arrêté.

CHAPITRE VI. — Des subventions

Art. 15. § 1^{er}. Il est alloué aux centres de formation agréés une subvention de 825 francs par heure de cours. Le total des heures donnant lieu à subvention ne peut dépasser 500 par cycle.

Toutefois, lorsque les centres de formation agréés répartissent les élèves d'un même cycle de formation en plusieurs groupes conformément à l'article 8A, du présent arrêté, le nombre maximum de 500 heures peut être dépassé, la subvention allouée pour les cours pratiques de soins et de formation ménagère étant calculée à raison du nombre d'heures dédoublées.

§ 2. Il est alloué aux centres de formation agréés une subvention de 825 francs par heure de réunions d'accompagnement et de supervisions prévues à l'article 8 du présent arrêté.

§ 3. Lorsque les cycles de formation sont organisés en internat, il est alloué une subvention supplémentaire de 200 francs par élève et par jour de cours.

La période d'internat à prendre en considération pour l'octroi de cette subvention ne peut dépasser quatre mois.

§ 4. Il est alloué aux centres de formation agréés une subvention forfaitaire de 50 000 francs par cycle de formation.

Toutefois, lorsque le nombre de participants à l'épreuve de capacité atteint 25, cette subvention est doublée. Elle est réduite de moitié lorsque ce nombre est inférieur à 10.

Art. 16. Les subventions sont attribuées à la fin du cycle de formation.

Toutefois, sur présentation d'une demande de subvention concernant la première période de cours telle que définie à l'article 9 du présent arrêté, le Ministre peut octroyer une avance au centre de formation.

Le montant de l'avance ne peut excéder 150 000 francs par cycle de formation.

Le Ministre peut, dans les limites des crédits inscrits au budget, accorder des subventions exceptionnelles aux centres de formation qui peuvent justifier d'une action de caractère novateur ayant pour objet de valider de nouvelles hypothèses relatives au contenu, à la méthodologie et à l'organisation de la formation.

Art. 17. Les fonctionnaires ou membres du service de l'inspection contrôlent l'exécution du présent arrêté.

Ces personnes ont accès aux locaux où sont organisés les cycles de formation.

Elles se font communiquer tous les renseignements et toutes les pièces nécessaires à l'exécution de leur mission.

Tout obstacle mis à l'exercice de ce contrôle peut entraîner la suppression des subventions prévues à l'article 15 du présent arrêté, le remboursement de l'avance prévue à l'article 16 du présent arrêté ainsi que la non-délivrance des attestations de capacité prévues à l'article 12 du présent arrêté.

Art. 18. En cas d'irrégularité dûment constatée, le Ministre peut suspendre ou retirer, pour une période qu'il détermine, le bénéfice des subventions.

CHAPITRE VII. — Dispositions transitoires, abrogatoires et finales

Art. 19. Les centres de formation agréés à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté sont réputés agréés. Ils bénéficient d'un délai de six mois à partir de cette date pour se conformer aux dispositions de l'article 4, 1^{er}, du présent arrêté.

Les attestations de capacité d'aides familiales et d'aides-séniors délivrées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté sont réputées conformes au présent arrêté.

Sont également réputées conformes, les attestations de capacité d'aides familiales délivrées suite aux cycles de formation entamés avec l'accord du Ministre avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Les cycles de formation entamés avec l'accord du Ministre avant l'entrée en vigueur du présent arrêté ne sont pas visés par celui-ci.

Art. 20. Sont abrogés :

— l'arrêté royal du 12 septembre 1978 relatif à l'organisation, dans la Région wallonne, de centres de formation d'aides familiales et l'arrêté royal modificatif du 10 juillet 1981 et l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française modificatif du 20 mars 1985;

— l'arrêté royal du 12 septembre 1978 relatif à l'organisation, dans la Région wallonne, des centres de formation d'aides séniors.

Art. 21. Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 22. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} novembre 1990.

Bruxelles, le 13 novembre 1990.

Par l'Exécutif de la Communauté française :
Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation,
du Sport, du Tourisme et des Relations internationales,
J.-P. GRAFÉ

VERTALING

N. 91 — 1197

**13 NOVEMBER 1990. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap
Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming
betreffende de inrichting van de opleidingscentra voor gezinshelp(st)ers**

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming van de instellingen d.d. 8 augustus 1980, gewijzigd bij de bijzondere wet tot hervorming van de instellingen d.d. 8 augustus 1988, inzonderheid op artikel 4, 16°;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 18 december 1988 tot regeling van de erkenning van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp en van de toekenning van toelagen aan deze diensten;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën d.d. 8 november 1990;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd door het koninklijk besluit van 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, 1e lid gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 18 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de opleidingscentra voor gezinshelp(st)ers voor 1 november 1990 dienen ingericht te worden opdat de vormingscyclussen van het jaar 1990-1991 kunnen aanvangen;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen;

Gelet op de beraadslaging van de Executieve,

Besluit:

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

- de Minister : de Minister die de vorming van de gezinshelp(st)ers in zijn bevoegdheid heeft;
- de opleidingscentra : de opleidingscentra voor gezinshelp(st)ers.

Art. 2. Dit besluit is van toepassing op de opleidingscentra die uitsluitend tot de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap behoren.

Art. 3. De Minister kan opleidingscentra erkennen overeenkomstig de voorwaarden bepaald bij dit besluit.

Binnen de perken van de kredieten uitgetrokken op de begroting en overeenkomstig de bepalingen van dit besluit, kan hij aan de erkende opleidingscentra toelagen verlenen.

HOOFDSTUK II. — *Over de erkenning van de opleidingscentra*

Art. 4. Om erkend te worden moeten de opleidingscentra de volgende voorwaarden vervullen :

1° opgericht zijn als vereniging zonder oogmerk, die los staat van de diensten. Deze voorwaarde is niet van toepassing op de opleidingscentra die ingericht zijn door de provincies, de gemeenten en de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

2° opleidingscyclussen inrichten overeenkomstig de bepalingen van dit besluit;

3° over personeel beschikken waarvan de bekwaamheid zowel uit zijn diploma's als uit zijn ondervinding blijkt.

De Minister bepaalt de bekwaamheidsgetuigschriften vereist voor het onderwijzen van de opgelegde leerstof.

Het personeel belast met de opleiding in de huishoudkunde en het personeel belast met het toezicht op de stage dienen zich aan een geneeskundig onderzoek te onderwerpen, waarvan de uitslag, indien hij gunstig is, slechts geldt voor de duur van de opleidingscyclus;

4° over de nodige lokalen en materiële uitrusting beschikken om de opleiding in gunstige omstandigheden te laten verlopen;

5° zich onderwerpen aan de controle ingericht door de Minister.

De controle slaat op de naleving van voornoemde voorwaarden, alsook op de pedagogische en de materiële inrichting van de opleidingscyclussen.

Art. 5. De erkenning wordt door de Minister op verslag van zijn inspectiediensten toegestaan of geweigerd.

Hij bepaalt tevens de datum waarop bedoelde erkenning ingaat.

De Minister kan, bij een met redenen omklede beslissing, de erkenning intrekken van een opleidingscentrum dat niet meer voldoet aan de bij dit besluit bepaalde voorwaarden.

Het opleidingscentrum beschikt over een termijn van zestig dagen vanaf de datum van betekening van de ministeriële beslissing tot intrekking van de erkenning, om de Minister een memorie toe te zenden waaruit blijkt dat aan de voorwaarden voor de toekenning of het behoud van de erkenning werd voldaan.

Het opleidingscentrum waarvan de erkenning geweigerd of ingetrokken wordt, kan ten vroegste zes maanden na de betekening van de ministeriële beslissing tot weigering of intrekking van de erkenning, een nieuwe aanvraag tot erkenning indienen.

HOOFDSTUK III. — *Over de opleidingscyclussen*

Art. 6. Bij de bepaling van het aantal opleidingscyclussen houdt de Minister rekening met de wervingsmogelijkheden van gezinshelp(st)ers door de erkende diensten voor gezins- en bejaardenhulp die van de Franse Gemeenschap afhangen.

Het aantal opleidingscyclussen wordt beperkt tot tien per begrotingsjaar.

Het opleidingscentrum moet aantonen dat de cursussen van de opleidingscyclus aan ten minste 15 leerlingen worden gegeven. Het aantal leerlingen mag echter niet hoger zijn dan 30.

Art. 7. Aan de opleidingscyclus kunnen deelnemen de personen :

1. die aan de leerplicht hebben voldaan;

2. die een medisch getuigschrift voorleggen dat het bewijs levert dat ze in goede gezondheid verkeren en over de vereiste bekwaamheid beschikken om het beroep van gezinshelp(st)ers uit te oefenen;
3. een bewijs van goed zedelijk gedrag voorleggen dat hun ten hoogste drie maanden tevoren werd afgegeven;
4. een uittreksel van de geboorteakte voorleggen.

Art. 8. De opleidingscyclus moet omvatten :

A. Het theoretisch onderricht, gedurende vijfhonderd uren, van de volgende leerstof :

- a) plichtenleer;
- b) sociale instellingen en sociale wetgeving;
- c) gezondheidsleer en eerste zorgen;
- d) toegepaste psychologie en pedagogie;
- e) huishoudkunde;
- f) dieetleer.

Voor de praktische cursussen van verzorging en van huishoudkunde mogen de leerlingen van eenzelfde opleidingscyclus onderverdeeld worden in verscheidene groepen; ieder groep moet ten minste uit tien leerlingen bestaan.

De Minister bepaalt het programma van de in dit artikel opgesomde leerstof en het aantal uren dat aan het onderricht van de leerstof moet worden gewijd.

B. Een voorafgaande stage van 40 uur voor een eerste contact met de beroepswereld. Bedoelde stage vindt plaats na de eerste 150 uur theoretische lessen.

C. Een vormingstage in instellingen, van ten minste honderd twintig uren verdeeld over :

- 1° een instelling voor kinderen : zuigelingenafdeling, kindertehuis of -opvangcentrum;
- 2° een instelling voor dienstverlening of verzorging voor bejaarden of gehandicapten;
- 3° een coördinatiecentrum voor verzorging of dienstverlening aan huis.

Bij het begin van de opleidingscyclus leggen het betrokken opleidingscentrum en de betrokken dienst voor gezinshulp het programma van voormelde stage aan de inspectiedienst ter goedkeuring voor.

D. Een praktische stage van minstens 450 uren prestaties in verschillende categorieën van gezinnen, bij bejaarden en bij zieken of gehandicapten, 40 uren begeleidingsvergaderingen en 10 uren groepsvergadering.

De stage van 450 uur moet volbracht worden in een dienst voor gezins- en bejaardenhulp, erkend en betaald overeenkomstig de bepalingen van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 16 december 1988 tot regeling van de erkenning van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp en van de toekenning voor toelagen aan deze diensten.

Art. 9. De opleidingscyclus moet twee reeksen cursussen omvatten, gescheiden door een praktische stage : de eerste reeks, die ook de in artikel 8, B, bedoelde voorafgaande stage omvat, moet ten minste 250 uren, de tweede reeks ten minste 50 uren omvatten.

Op het einde van de eerste reeks cursussen worden de leerlingen ondervraagd over de leerstof die gedurende die periode werd onderwezen.

Een examencommissie samengesteld uit het lerarenkorps, de verantwoordelijke aangeduid door het centrum en een afgevaardigde van de Minister beslist, na beraadslaging, over het al dan niet slagen van de kandidaten.

De Minister stelt de voorzitter van de examencommissie aan. Het opleidingscentrum legt de Minister een dubbele lijst van de kandidaten voor dit ambt voor.

Art. 10. Op het einde van de volledige opleidingscyclus, die de twee reeksen cursussen en de opgelegde stage omvat, dienen de leerlingen een bekwaamheidsproef af te leggen over het geheel van de theoretische en praktische leerstof die niet het voorwerp was van de eerste ondervraging, bedoeld in artikel 9 van dit besluit.

De bekwaamheidsproef mag over een periode van maximum vijf dagen worden gespreid.

Een examencommissie samengesteld zoals de examencommissie bedoeld bij artikel 9 van dit besluit, beslist, na beraadslaging, over het al dan niet slagen van de kandidaat.

Art. 11. Het erkende opleidingscentrum verzoekt de Minister, ten minste vier maanden vooraf, per aangetekende brief, om de toelating voor het aanvangen van een nieuwe opleidingscyclus met vermelding van de gewenste datum waarop en de plaats waar de opleiding zal beginnen, alsook van de redenen die een nieuwe sessie motiveren.

De Minister beslist op basis van het verslag van de inspectiediensten, binnen drie maanden na ontvangst van het volledig dossier.

Na die termijn, is het opleidingscentrum bij ontstentenis van beslissing, ertoe gemachtigd op de voorgestelde datum een nieuwe cyclus te beginnen.

Bij weigering betekent de Minister zijn beslissing, die kan worden herzien op aanvraag van het opleidingscentrum, zes maanden na de datum van de betekening van bedoelde weigering.

Het opleidingscentrum dat een nieuwe sessie mag aanvangen, brengt het lessenrooster en de lijst van lesgevers en leerlingen ten minste veertien dagen voor de aanvangsdatum van de lessen schriftelijk ter kennis van de Minister.

De datum en de plaats van de bekwaamheidsproef, alsook de samenstelling van de examencommissie en het dubbeltal van kandidaten voor het voorzitterschap van bedoelde examencommissie moeten ten minste één maand vooraf aan de Minister schriftelijk worden medegedeeld.

Het opleidingscentrum verstrekt de gevraagde aanvullende inlichtingen binnen de gestelde termijnen.

De volledige opleiding die het onderricht van de bij dit besluit opgelegde leerstof en de vormings- en praktische stage omvat, dient beëindigd te zijn binnen de vijftien maanden te rekenen vanaf de aanvangsdatum van de opleidingscyclus.

Het opleidingscentrum mag van de leerlingen die in een opleidingscyclus worden ingeschreven, geen schoolgeld vragen voor de diensten of prestaties die door dit besluit worden gesubsidieerd.

HOOFDSTUK IV. — *Het bekwaamheidsattest van gezinshelp(st)er*

Art. 12. De Minister verleent het bekwaamheidsattest aan de personen die de volgende documenten kunnen voorleggen.

- 1° een getuigschrift uitgericht door een erkend centrum, waaruit blijkt dat de belanghebbende met vrucht een volledige vormingscyclus gevolgd heeft;

2° een stageboekje waarvan het model door de Minister wordt vastgelegd, eventueel na overleg met de Minister die bevoegd is voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp.

In het stageboekje dienen dagelijks te worden vermeld :

- de stageactiviteiten in instellingen, onder de verantwoordelijkheid van de leider van de instelling;
- de stageactiviteiten in gezinnen, bij bejaarden, zieken of gehandicapten onder de verantwoordelijkheid van de leider van de erkende dienst voor gezins- en bejaardenhulp en met instemming van de personen die bedoelde stages begeleiden;
- de begeleidings- en groepsvergadering.

Het stageboekje wordt door de verantwoordelijken van het opleidingscentrum geïviseerd na permanente evaluatie en supervisie.

Art. 13. De Minister houdt een naamregister bij waarin de namen van de personen die het bekwaamheidsattest hebben verworven, worden ingeschreven.

HOOFDSTUK V. — *Het inschrijvingsgetuigschrift*

Art. 14. De Minister reikt het inschrijvingsgetuigschrift uit :

— aan de personen die houder zijn van het bekwaamheidsgetuigschrift overeenkomstig artikel 12 van dit besluit;

— aan de personen, bedoeld in artikel 5 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 16 december 1988 tot regeling van de erkenning van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp en van de toekenning voor toelagen voor deze diensten, die voldoen aan de voorwaarden bepaald bij artikel 7 van dit besluit.

HOOFDSTUK VI. — *De toelagen*

Art. 15. § 1. Aan de erkende opleidingscentra wordt een toelage van 825 F per lesuur toegekend. Het totaal aantal uren dat voor betoelaging in aanmerking komt, mag per cyclus niet meer dan vijfhonderd bedragen.

Wanneer de erkende opleidingscentra evenwel overeenkomstig artikel 8, A leerlingen van eenzelfde opleidingscyclus onderverdelen in verscheidene groepen, mag de grens van vijfhonderd uren worden overschreden, aangezien de toelage toegekend voor praktische lessen van verzorging en van huishoudelijke opleiding, berekend wordt op grond van het aantal ontdubbelde lessen.

§ 2. Aan de erkende opleidingscentra wordt een toelage toegekend van 825 F per uur begeleidings- en supervisievergadering, bedoeld bij artikel 8 van dit besluit.

§ 3. Voor de opleidingscyclussen in een internaat wordt een bijkomende toelage van 200 F per leerling en per lesdag toegekend. De internaatperiode die voor de toekenning van bedoelde toelage in aanmerking komt, mag ten hoogste vier maanden duren.

§ 4. Een forfaitaire toelage van 50 000 F per vormingscyclus wordt toegekend aan de erkende opleidingscentra.

Wanneer het aantal deelnemers aan de bekwaamheidsproef 25 bereikt, wordt deze toelage echter verdubbeld.

Ze wordt met de helft verminderd wanneer het aantal deelnemers minder dan 10 bedraagt.

Art. 16. De toelagen worden verleend na het einde van de opleidingscyclus. Op voorlegging van een aanvraag voor het bekomen van een toelage voor de eerste lesperiode, bepaald bij artikel 9 van dit besluit, kan de Minister aan het opleidingscentrum een voorschot verlenen. Bedoeld voorschot mag niet meer dan 150 000 F per opleidingscyclus bedragen.

Binnen de perken van de begrotingskredieten kan de Minister uitzonderlijke toelagen toekennen aan de opleidingscentra die het bewijs leveren van activiteiten met een vernieuwend karakter, die tot doel hebben nieuwe stellingen in verband met de inhoud, de methodiek en de organisatie van de opleiding toe te passen.

Art. 17. Het toezicht over de toepassingen van dit besluit wordt uitgeoefend door ambtenaren of door leden van de inspectiedienst.

Deze personen hebben toegang tot de lokalen waar de opleidingscyclussen plaatshebben. Zij doen zich alle inlichtingen verstrekken en alle stukken voorleggen die voor het vervullen van hun taak nodig zijn.

Elk verzet tegen de uitoefening van dit toezicht kan de afschaffing van de in artikel 15 van dit besluit voorziene toelagen en van de terugbetaling van het voorschot bepaald bij artikel 16 van dit besluit, alsook het verbod het bij artikel 12 bedoelde bekwaamheidsgetuigschrift uit te reiken tot gevolg hebben.

Art. 18. Bij behoorlijk vastgestelde onregelmatigheid kan de Minister voor een door hem bepaalde periode de toekenning van de toelagen schorsen.

HOOFDSTUK VII. — *Overgangs-, opheffings- en slotbepalingen*

Art. 19. De opleidingscentra die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit erkend waren, worden geacht erkend te zijn. Ze beschikken over een termijn van zes maanden, te rekenen van bedoelde datum, om te voldoen aan de bepalingen van artikel 4, 1°, van dit besluit.

De bekwaamheidsbewijzen van gezins- en bejaardenhelp(st)ers, uitgereikt voor de inwerkingtreding van dit besluit, worden geacht overeen te stemmen met de bepalingen van dit besluit.

Dit geldt eveneens voor de bekwaamheidsbewijzen van gezinshelp(st)ers uitgereikt op het einde van de opleidingscyclussen die met de goedkeuring van de Minister voor de inwerkingtreding van dit besluit werden aangevraagd.

Dit besluit is niet van toepassing op de opleidingscyclussen die voor de inwerkingtreding ervan met goedkeuring van de Minister werden ingericht.

Art. 20. Werden opgeheven :

— het koninklijk besluit d.d. 12 september 1978 betreffende de inrichting, in het Waalse Gewest, van de opleidingscentra voor gezinshelp(st)ers alsook het koninklijk besluit d.d. 10 juli 1981 en het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 20 maart 1985 tot wijziging van voormeld besluit;

— het koninklijk besluit d.d. 12 september 1978 betreffende de inrichting, in het Waalse Gewest, van de opleidingscentra voor bejaardenhelp(st)ers.

Art. 21. De Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 22. Dit besluit treedt op 1 november 1990 in werking.

Brussel, 13 november 1990.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,

J.-P. GRAFE